

NMPP : la crise

État d'urgence

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES se pose la question de savoir si le système coopératif de distribution a encore une vocation dans notre pays.

En matière de distribution, d'aucuns y ont répondu en essayant par tous les moyens de faire exploser cet outil qui, depuis plus d'un demi-siècle, a permis une distribution équitable de l'ensemble des titres de la presse quotidienne et de la presse magazine.

Ce système a également permis le maintien et le développement d'un certain nombre de titres qui, s'ils n'avaient pas bénéficié de coûts de distribution attractifs, grâce à la péréquation, auraient très certainement disparu.

Or, les mêmes qui, durant des années, ont profité du système coopératif rêvent de le remettre en cause, considérant qu'il n'a de sens que lorsque ce sont les autres qui paient. Quand l'heure du renvoi d'ascenseur a sonné, ils s'ingénient à sortir du système quitte à laisser sur le bord du chemin ceux qui leur ont permis d'exister.

La presse n'est pas une marchandise comme les autres, et c'est d'ailleurs en partie pour cette raison que le système coopératif a vu le jour en 1947, car il permet l'expression pluraliste des idées dans notre pays. C'est ce fondement même que certains éditeurs remettent en cause en cherchant à sortir des NMPP dans le but de séparer presse quotidienne et presse magazine.

Si, d'aventure, les promoteurs de l'ultralibéralisme dans la presse l'emportaient et que le système devait exploser, ce serait alors la fin d'un certain nombre de titres qui ne survivent que grâce au système solidaire de distribution. Ce serait la fin de l'expression démocratique et de la pluralité. La mort de certains ferait le bonheur de quelques autres qui, dans une période difficile, s'imaginent pouvoir récupérer une partie des recettes publicitaires et être fondés à réclamer des économies de fabrication pour compenser les surcoûts induits par une distribution dérégulée.

De ce point de vue, le groupe Amaury a largement anticipé la casse du système coopératif d'impression et de distribution.

En créant sa propre société de distribution, la SDVP, pour le *Parisien*, il a porté un premier coup à l'équilibre fragile du système et récidive sur l'impression en créant cinq nouveaux centres en dehors des règles de solidarité qui, pendant plus de vingt ans, lui ont permis d'imprimer *l'Equipe* et plus récemment *Aujourd'hui en France* dans les centres régionaux d'impression où sont fabriqués *Libération*, *Paris Turf*, *La Tribune*, *Investir*, *le Canard Enchaîné*, etc. Les dirigeants de ce groupe expliquent que c'est au nom du développement de leurs titres et de l'immobilisme des autres éditeurs qu'ils auraient été contraints de sortir du système d'impression décentralisé Faximpress. En réalité, une telle décision remet en cause l'existence même de certains centres qui, de fait, se retrouvent avec une charge de travail amputée de moitié. Que feront les autres titres s'ils ne trouvent pas de réponse industrielle et économique au sein du système coopératif actuel, sinon de mettre en œuvre des solutions inadaptées à la fois pour la distribution de leurs titres mais surtout pour l'ensemble des ouvriers à statuts qui aujourd'hui confectionnent les titres de la PQN.

C'est donc à une attaque globale contre le système coopératif d'impression et de distribution à laquelle nous devons faire face. Accepter de mourir « debout dans le pré-carré » que les directions auront bien voulu nous concéder est une impasse. Il nous faut plutôt créer les conditions d'un positionnement et d'un redéploiement durable de la CGT et des ouvriers du Livre dans des secteurs aujourd'hui menacés de disparition, même si certains préfèrent se laisser bercer par les sirènes patronales qui leur promettent une tranquillité trompeuse...

Jusqu'à extinction finale.

Bruno MONTHUREUX